

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 01/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

TARMAC Aérosave SAS

l'Aérodrome-Aéroport TLP
65380 Azereix

Références : 2023-1026-Dp
Code AIOT : 0006805749

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement TARMAC Aérosave SAS implanté l'aérodrome 65380 Azereix. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TARMAC Aérosave SAS
- l'aérodrome 65380 Azereix
- Code AIOT : 0006805749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TARMAC AEROSAVE a développé sur le territoire des communes d'Azereix et d'Ossun et dans la zone Aéroportuaire de Tarbes-Lourdes-Pyrénées, un procédé industriel de déconstruction d'avions associé à des activités de stockage et de maintenance d'aéronefs. Le site est réglementé par un arrêté préfectoral du 12 juin 2007 complété par plusieurs arrêtés complémentaires dont l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020 relatif à l'extension du site.

Le site a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 17 août 2021 relatif à la mise en conformité de ses rejets aqueux. La présente inspection avait notamment pour objectif de faire le point sur le respect de cette mise en demeure.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4.2	Lettre de suite	4 mois
4	Respect des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 17/08/2021, article 2	Astreinte	3 mois
7	Prévention du risque de pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 7.1	Lettre de suite	2 mois
8	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 9.1	Lettre de suite	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité rejets parking	AP de Mise en Demeure du 17/08/2021, article 1	Sans objet
3	Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4.2	Sans objet
5	Suivi de la qualité des sols au niveau du parking P4	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 6.3	Sans objet
6	Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant ne s'était toujours pas mis en conformité concernant les rejets aqueux provenant de la zone de déconstruction, zone de démantèlement, et zone de stockage des déchets (point de rejet n°1). Suite à l'inspection, l'exploitant s'est engagé à mettre en place un système de traitement sous 3 mois (courrier du 23 novembre 2023). Des mesures compensatoires ont été proposées pour réduire l'activité de déconstruction (principal

contributeur) durant les 3 prochains mois et maîtriser les rejets provenant de cette activité, afin de ne pas entraîner de pollution par les tributylphosphate au niveau du rejet n°1. Au vu de ce constat, l'inspection des installations classées propose des suites administratives.

Concernant les autres points de rejets aqueux du site, l'exploitant a engagé l'ensemble des travaux de mise en conformité.

L'exploitant doit également justifier d'un volume libre suffisant de 720 m³ au niveau du bassin de collecte des eaux pluviales, afin de pouvoir collecter les eaux d'extinction incendie.

Il doit également reprendre contact avec le SDIS pour faire un point sur les moyens de défense incendie du site, et notamment la nécessité ou pas de mettre en place une réserve d'émulseurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité rejets parking

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/08/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité rejets parking
Prescription contrôlée : La société TARMAC AEROSAVE, pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire des communes d'Azereix et d'Ossun, est mise en demeure de respecter, d'ici le 30 juin 2022, les valeurs limites fixées à l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2020 pour les points de rejet N°2 et 3 (anciens parkings).
Constats : Les derniers résultats de l'autosurveillance de juillet et octobre 2023 sur les points de rejets n°2 (DB1) et n°3 (DB2) montrent des rejets conformes sur l'ensemble des paramètres surveillés notamment le tributylphosphate. L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 17/08/2021 est respecté. L'exploitant a de plus prévu des travaux pour améliorer la qualité des rejets en sortie des parkings (cf. point de constat n°2).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement
Prescription contrôlée : Bassin versant P1, P2 et P3 : il s'agit des eaux des aires de stationnement des parkings P1, P2 et P3 où sont également réalisées des opérations de maintenance légères. Ces eaux pluviales, susceptibles d'être polluées, notamment par des fuites de kérosènes et d'huiles, sont collectées par une cunette, traitées entre chaque « branche de stockage d'aéronef » enherbée via un débourbeur séparateur d'hydrocarbures puis infiltrées par drains à plus de 2 mètres de profondeur. Chaque dispositif d'infiltration est constitué d'une zone d'infiltration enterrée de 500 m ² . Les débourbeurs-déshuileurs font l'objet d'une inspection mensuelle, d'une vidange annuelle et d'un curage annuel des drains en aval. Ces éléments sont intégrés dans la procédure de suivi. Les débourbeurs-déshuileurs des zones P1, P2 et P3 devront être modifiés soit pour permettre un rejet en surface sur une zone végétalisée soit pour un traitement différent permettant d'éviter l'infiltration en profondeur s'apparentant à des puits et interdit conformément à l'alinéa 3 du présent article 4.2.. L'exploitant réalisera dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique et réalisera les aménagements nécessaires sous 1 an à compter de la transmission de l'étude.
Constats : L'étude technico-économique relative au déplacement des débourbeurs-déshuileurs permettant

<p>un rejet en surface a été transmis à l'inspection des installations classées le 21 juillet 2021. L'exploitant prévoyait de supprimer les débourbeurs-déshuileurs et de mettre en place des pompes de relevage pour envoyer les eaux pluviales vers des noues d'infiltration en surface. Par courriel du 22/12/2022, l'exploitant indiquait avoir des difficultés avec la solution initiale retenue. Des études réalisées par la société SADE ont mis en évidence que les noues existantes sont sous-dimensionnées. Des nouvelles études hydrauliques avec des mesures de perméabilité ont dû être réalisées au premier semestre 2023 (note hydraulique de juin 2023). Suite à ces nouvelles études, l'exploitant a repris son projet : le relevage par pompe a été supprimé (passage en gravitaire) et les 3 zones d'infiltration ont été regroupées en une seule noue au nord du site (surface de 3 300 m² et profondeur 0,4 m). Le projet prévoit toujours la suppression des séparateurs DB1, DB2 et DB3. Un point de prélèvement en amont de zone d'infiltration est prévu, afin de réaliser des analyses. Les points de rejets 3 et 4 de l'arrêté préfectoral seront donc supprimés et remplacés par un seul point de rejet. Les travaux ont commencé en novembre 2023 pour une durée de 4 mois. Une mise à jour de l'arrêté préfectoral du site est nécessaire et sera proposée en 2024 (suite à l'instruction des deux dossiers de porter à connaissance en cours). Lors de la visite, il a été constaté que les piézomètres Pz6 et Pz3Pyr sont bien en aval hydraulique de la nouvelle zone d'infiltration.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bassin versant L2 : il s'agit des eaux issues du nouveau hangar logistique L2. Les eaux de toiture du bâtiment logistique L2 sont dirigées vers une noue d'infiltration d'une surface de 650 m² et d'une capacité de 400 m³, associée à plusieurs puisards. Les eaux de voiries et de stationnement associées sont renvoyées vers un débourbeur-déshuileur avant infiltration dans des noues d'infiltrations ou système équivalent : dans ce cas, les rejets sont réalisés en surface à distance des puisards. Ce débourbeur-déshuileur est entretenu régulièrement. Il fait l'objet d'une vérification visuelle mensuelle et d'une vidange annuelle. et/ou vers une zone d'infiltration à proximité des puisards : dans ce cas, ces derniers sont étanchés en superficie avec une margelle de 0,1 m environ de manière à favoriser une infiltration moins directe. Si l'exploitant souhaite conserver le dispositif actuel de collecte d'une partie des eaux de voiries et de parking de la périphérie du bâtiment de logistique L2 vers des puisards, ces derniers doivent être pourvus d'une margelle étanche de 0,1 m environ et les zones proches, en bordure ouest et sud, doivent être bien enherbées pour favoriser une infiltration moins directe (éviter l'infiltration dans des puisards interdits à l'article 4.2 alinéa 3), et surtout retenir une partie des eaux du parking dans l'éventualité de déversement accidentel. En cas d'impossibilité, les rejets en aval du débourbeur-déshuileur doivent être réalisés en surface et les puisards proches doivent être supprimés. L'exploitant doit transmettre sous 6 mois, à compter de la date de la notification de l'arrêté, l'étude technico-économique visant à supprimer les puisards et réaliser les aménagements nécessaires sous 1 an à compter de la remise des conclusions de l'étude.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux de reprise des réseaux d'eaux pluviales du bâtiment L2 ont été finalisés courant avril et réceptionnés le 12 mai 2023.</p> <p>Ces travaux ont permis de supprimer l'infiltration en profondeur des eaux de voirie, ainsi que le débourbeur, comme préconisé par l'hydrogéologue agréé, afin d'éviter les risques de relargage. Le point de rejet n° 5 est ainsi supprimé.</p> <p>Les eaux du bâtiment L2 sont à présent gérées comme suit :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - les eaux de toiture sont envoyées vers le réseau de puisards existant, déconnecté des eaux de ruissellement ; - les eaux de voirie sont collectées et relevées vers la noue existante située à l'ouest du bâtiment T2. Celle-ci a été aménagée afin d'augmenter sa capacité de rétention. Le réseau de collecte a été dimensionné pour une pluie biennale, en cohérence avec les éléments de dimensionnement retenus dans le dossier d'autorisation environnementale de 2018 (respect des dispositions relatives à la loi sur l'eau).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/08/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société TARMAC AEROSAVE, pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire des communes d'Azereix et d'Ossun, est mise en demeure de respecter, d'ici le 31 décembre 2022, les valeurs limites fixées à l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2020 pour le point de rejet N°1. La mise en conformité se fera par la mise en place d'un traitement complémentaire qui se fera en plusieurs étapes : - phase 1 d'une durée de 2 mois sur septembre-octobre 2021 : caractérisation précise des rejets -phase 2 d'une durée de 1 mois sur novembre 2021 : analyse de la faisabilité technique de différentes solutions -phase 3 d'une durée de 5 mois (jusqu'à fin avril 2022) : programmation, réalisation et validation des solutions par un projet pilote -phase 4 jusqu'à décembre 2022 : dimensionnement, conception et réalisation de l'installation industrielle</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place, fin avril 2022, un filtre à charbon actif en sortie des filtres à roseaux, afin de respecter les valeurs limites de rejets fixées à l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020. Ce traitement était, au départ, considéré comme un traitement provisoire, en attendant les résultats des essais pilotes pour la mise en place d'un traitement par ozonation. Fin 2022, les essais du pilote d'ozonation ayant été jugés peu efficaces, l'exploitant a décidé de conserver, en définitive, le traitement par charbon actif, les résultats obtenus sur l'année 2022 ne montrant aucun dépassement sur les paramètres surveillés (et donc une efficacité de traitement).</p> <p>Cependant, les analyses de juillet 2023 et octobre 2023 font état de dépassements significatifs en tributylphosphate (respectivement 6800 mg/l et 6700 mg/l pour une valeur limite de 82 mg/l). Suite à ces constats, l'exploitant a travaillé à une amélioration de son traitement actuel. Il a identifié l'origine potentiel du dépassement : le dimensionnement du charbon actif actuel ne permet pas le traitement de la totalité du flux des effluents produits lors d'un événement pluvieux important. Le charbon actif est en effet partiellement by-passé et une partie du flux est évacué directement, par surverse, vers la noue d'infiltration. Ainsi, lors d'épisode de fortes pluviométries couplées à une activité de déconstruction, un risque d'entraînement d'huiles hydrauliques par les eaux pluviales est fort probable, et une partie de cette pollution n'est actuellement pas traitée. Par courrier du 28 novembre 2023, suite à la visite, l'exploitant s'est engagé sur la mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un traitement du point de rejet n°1 sous 3 mois : toutes les eaux sortant des filtres à roseaux transiteront vers un nouveau filtre à charbon actif dimensionné pour traiter l'ensemble du flux de pollution. L'exploitant a transmis dans son courrier du 28 novembre 2023, l'ensemble des devis et factures signés relatif à ces travaux de mise en conformité. • de mesures compensatoires durant les 3 prochains mois : le planning de déconstruction a été révisé afin de limiter le nombre d'opérations de découpe. La déconstruction des A380 a notamment été suspendue, car elle nécessite plusieurs journées de découpe, non compatibles avec les mesures décrites ci-après. En effet l'exploitant a mis en place une nouvelle organisation de ces activités. Les opérations de découpe et d'évacuation des déchets associés interviendront en dehors des périodes de pluie avec un resserrement des durées des campagnes de déconstruction pour correspondre aux fenêtres météo favorables (1 à 2 jours par campagne, contre 2 à 3 jours, en fonction de la taille des avions) et éviter les risques d'événements pluvieux pendant les opérations. Un nettoyage haute pression de la zone de découpe à l'issue immédiate de l'évacuation des déchets sera mis

en place. Les eaux de nettoyage seront collectées dans une cuve spécifique et évacuée comme déchets. Ces mesures compensatoires permettront d'éviter l'envoi de charges polluantes vers le traitement actuel sous-dimensionné des rejets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suivi de la qualité des sols au niveau du parking P4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité des sols au niveau du parking P4
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>exploitant réalise tous les 6 mois, une analyse des sols au niveau de la nouvelle zone de parking P4. Le parking P4 est composé de 7 raquettes, espacées par des zones enherbées d'infiltration des eaux pluviales. Chaque zone est divisée à l'aide de petits merlons de terre en sous-secteurs : en 3 pour les grandes raquettes et en 2 pour les petites.</p> <p>Les analyses de sol sont réalisées selon les mêmes méthodologies de prélèvement que l'état initial (rapport Apave SudEurope n°A532472429). Seuls les sous-secteurs du fond des raquettes sont testés durant la première période de suivi d'une durée de 2 ans, correspondant à un total de 35 sondages par campagne de mesures. A l'issue de chaque campagne de mesure, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats de l'analyse des sols accompagnés d'une analyse comparative avec le diagnostic de sol initial réalisé et les analyses précédentes.</p> <p>En cas de pollution accidentelle identifiée, des dispositions immédiates sont mises en œuvre, et si nécessaire, l'évacuation des terres polluées, identifiées alors comme déchets dangereux, sera réalisée par un prestataire extérieur. Ces terres seront remplacées par des terres saines, dénuées de polluants chimiques ou organiques, à perméabilité équivalente.</p> <p>A l'issue des 2 ans d'analyse, un bilan sera réalisé par l'exploitant sur l'ensemble des résultats obtenus. Ce suivi permettra de valider le fonctionnement du système de gestion des eaux pluviales mis en œuvre sur le parking P4. En cas de défaillance, par une présence importante de pollution ou identification d'une accumulation de polluants dans les sols, l'exploitant mettra en œuvre une solution technique adaptée. La dernière analyse avant réalisation du bilan sera réalisée pour chaque sous-secteur d'espace vert (17 au total), de la même manière que le diagnostic de sol initial, soit 85 sondages au total. En fonction des conclusions et après accord de l'inspection, la fréquence d'analyse des sols pourra être revue.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière campagne de surveillance du 4 août 2023 ne met pas en avant d'anomalies.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bâtiment de maintenance des aéronefs TARMAC 1 ainsi que le bâtiment TARMAC 2 sont équipés d'un système de déclenchement manuel avec alarme sonore.</p> <p>Le bâtiment TARMAC 3 dispose d'une détection des fumées avec report d'alarme auprès d'un personnel d'astreinte ou d'une société de gardiennage.</p> <p>Une surveillance 24 h/24 h de l'ensemble du site est présente sur le site. Une procédure d'alerte est à cet égard établie et fait l'objet d'une information annuelle auprès du personnel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bâtiment TARMAC 3 n'a jamais été construit.</p>

<p>Les bâtiments TARMAC 1 et 2 sont bien équipés de déclenchement manuel incendie (action coup de poing) avec alarme sonore.</p> <p>Le site est également surveillé 24h/24. La procédure d'alerte a été présentée lors de la visite.</p> <p>Des formations incendies sont proposées tous les 2 ans aux salariés: formation à la manipulation des extincteurs, formation HSE avec présentation de la procédure alerte incendie...</p> <p>Des exercices préventions sont également réalisés périodiquement: le dernier exercice d'évacuation du 16/11/2023 concernait le bâtiment TARMAC 1. Le compte-rendu de l'exercice a été consulté lors de la visite et n'appelle pas d'observations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Prévention du risque de pollution accidentelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque de pollution accidentelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.</p> <p>Notamment, il dispose d'aires de stockage et de manutention imperméabilisées et de bassins de confinement des eaux d'extinction incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour la zone TARMAC 1 avec auvents et bureaux, un bassin de 1200 m³ et fossé collecteur de 130 m³ doté d'une vanne d'obturation aval, soit au total une capacité utile de 1330 m³ susceptible de recueillir également les eaux d'extinction issues de l'aire de déconstruction des aéronefs et de l'aire de vidange des réservoirs de kérosène des aéronefs. <p>Dans le cas d'un incendie sur site, l'alimentation électrique des pompes est coupée, permettant au bassin tampon de jouer son rôle de bassin de confinement. La procédure interne précise que les pompes de relevage ne peuvent être remises en fonctionnement qu'après contrôle des bassins.</p> <p>La procédure en cas d'incendie est mise à jour avec ces éléments.</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour la zone TARMAC 2, un bassin de 540 m³, susceptible de recueillir les eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie. • Pour la zone TARMAC 3 : les eaux incendie sont recueillies par l'intermédiaire du caniveau utilisé pour récolter les eaux de lavage. Ces eaux sont dirigées vers la rétention de 20 m³ qui est connectée par un trop-plein directement vers l'aire de tri des déchets, d'une capacité de rétention de 751 m³. <p>Dans le cas d'un incendie, les pompes de relevage de l'aire de tri sont éteintes lors de la coupure électrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux d'extinction incendie de la zone TARMAC 1 sont envoyées vers la zone de traitement des eaux pluviales (bassin de 1200 m³ et fossé collecteur de 130 m³ doté d'une vanne d'obturation aval, soit au total une capacité utile de 1330 m³). Le volume utile de rétention à conserver en permanence libre pour recueillir les 720 m³ d'eau incendie doit être justifié.</p> <p>La zone TARMAC 2 dispose d'un bassin spécifique de 540 m³ (volume libre en permanence).</p> <p>L'aire de tri est sur rétention (zone en point bas) avec un volume permettant de collecter les eaux d'extinction en cas d'incendie de cette zone.</p> <p>La procédure incendie n'a pu être vue lors de l'inspection: cette dernière doit être transmise sous</p>

1 mois à l'inspection des installations classées.
Concernant les eaux d'extinction incendie des zones de parking P1/P2/P3, une vanne d'isolement en amont de la nouvelle noue d'infiltration permettra de les confiner pour éviter leur infiltration.
L'exploitant doit détailler les modalités de gestion des eaux d'extinction incendie des nouveaux parkings Nord et Sud (objet du DDAE en cours et du dossier de porter à connaissance).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'assurer la défense extérieure contre l'incendie, l'établissement dispose de plusieurs points d'eau incendie (PEI) situés à moins de 200 mètres du projet capables de délivrer en tout temps, un minimum de 360 m³/h d'eau pendant deux heures (720 m³ au total).</p> <p>Les volumes et débits nécessaires sont fournis par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une réserve d'eau incendie de 480 m³ de capacité utile, située à proximité du bâtiment Tarmac 3 et du bâtiment de stockage annexe ▪ Une réserve d'eau incendie de 120 m³ équipée d'un raccord pompier permettant un pompage de 60 m³/h pendant 2h et située à l'entrée du bâtiment Tarmac 2 à 240 m du bâtiment Tarmac 3. ▪ Une réserve d'eau incendie de 120 m³ de capacité utile située dans la ZAC Pyrénia, à l'entrée du site TARMAC AEROSAVE (l'exploitant doit disposer d'une convention autorisant l'utilisation de la réserve incendie Pyrénia) <p>L'établissement doit disposer des moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250 m² de superficie à protéger (minimum de 2 appareils par atelier, magasin, atelier de maintenance aéronautique,...) - d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) à près des tableaux et machines électriques - d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 b près des installations de liquides et gaz inflammables. Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances. - d'au moins deux extincteurs à poudre de 50 kg implantés au niveau des zones de vidange des réservoirs des aéronefs et de déconstruction des aéronefs - d'un stock de sable et/ou de produits absorbants, avec le matériel adapté pour le manipuler et le mettre en œuvre. <p>L'exploitant définit en concertation avec le SDIS, les modalités d'implantation d'une réserve d'émulseur (mise à disposition d'une réserve minimale de 500 litres) mise à la disposition des services de secours et d'incendie. Cette disposition peut le cas échéant faire l'objet d'un accord de mise à disposition passé avec le service chargé de la protection incendie de la zone aéroportuaire. Dans ce cas, une copie de cet accord est adressée au service d'inspection.</p> <p>Au moins un exercice incendie est effectué tous les trois ans avec le SDIS. Le compte-rendu de cet exercice, établi par l'exploitant, est adressé à l'inspection ainsi qu'au SDIS avec tous les éléments et propositions d'amélioration découlant du retour d'expérience notamment lié à l'exercice.</p> <p>Constats :</p> <p>La DECI du site est conforme avec la présence de 3 réserves d'eau incendie prévues à l'article 9.1</p>

de l'arrêté préfectoral du 17/07/2020.

Le site dispose également d'extincteurs adaptés au risque à défendre. Ces derniers sont contrôlés annuellement par la société CHUBB.

La réserve d'émulseurs n'a pas été mise en place: l'exploitant doit reprendre contact avec le SDIS 65 pour les modalités d'implantation de cette réserve. De même, l'exploitant devra mettre en place des exercices incendie avec le SDIS afin de valider la stratégie d'intervention en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois